

Dette française et rupture sahélienne

Quelles connexions réelles ?

Auteur : Dr Souleymane Sacko

(Travaux publiés sous Axeis Éditions)

Dettes française et rupture sahélienne : quelles connexions réelles ?

Auteur : Dr Souleymane Sacko

Géostratège sahélien, docteur en stratégie militaire. Consultant indépendant, spécialiste de la doctrine militaire, de la guerre cognitive et de la stratégie internationale.

(Travaux publiés sous Axeis Éditions)

Résumé

La dette publique française atteint 3 300 milliards d'euros, soit 113,9 % du PIB au 1er trimestre 2025. Ce record soulève des inquiétudes sur la soutenabilité budgétaire et la souveraineté financière de l'État. Parallèlement, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) en 2024 a marqué une rupture géopolitique majeure avec Paris. Cet article démontre que la dette française est structurelle et endogène, mais que la rupture sahélienne agit comme un amplificateur stratégique en réduisant les marges extérieures de puissance, révélant ainsi l'obsolescence du modèle français de projection militaire et d'influence économique.

Abstract

French public debt has reached €3.3 trillion, representing 113.9% of GDP in the first quarter of 2025. This record raises serious concerns about the sustainability of public finances and the state's financial sovereignty. At the same time, the creation of the Alliance of Sahel States (AES) in 2024 marked a major geopolitical rupture with Paris. This article argues that while French debt is primarily structural and endogenous, the Sahelian rupture acts as a strategic amplifier by reducing external levers of power, thereby exposing the

obsolescence of France's traditional model of costly military projection coupled with economic influence.

Mots-clés

Dette publique – France – Sahel – AES – OPEX – Uranium – Géopolitique – Stratégie internationale

Keywords

Public debt – France – Sahel – AES – Peace operations – Uranium – Geopolitics – International strategy

Introduction

La dette publique française atteint 3 300 milliards d'euros, soit 113,9 % du PIB au 1er trimestre 2025 (INSEE, 2025). Ce record soulève des inquiétudes sur la soutenabilité économique et la souveraineté financière de l'État. Parallèlement, le Sahel connaît une recomposition majeure : depuis juillet 2024, Mali, Burkina Faso et Niger ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES), rompant ouvertement avec Paris. La question centrale : la crise française est-elle aggravée par cette rupture sahélienne ou s'agit-il de dynamiques distinctes qui se renforcent mutuellement ?

Brief Stratégique N-0022/CVAC

I. La dette française : une vulnérabilité d'abord interne

Chiffres clés : 63 milliards € d'intérêts payés en 2024 (Epicenter Network, 2024) – presque équivalent aux pensions publiques.

Facteurs structurels

Déficit chronique : dépenses > recettes malgré une forte pression fiscale.

Charge d'intérêts : 63 milliards € en 2024 (Epicenter Network, 2024).

Instabilité politique : fragmentation parlementaire et tensions sociales accrues (The Times, 2024).

Impact sur les citoyens

Augmentation des impôts indirects (TVA, carburants).

Réduction progressive des budgets pour hôpitaux, écoles et infrastructures.

Retards dans les réformes de retraites et modernisation des transports publics.

Transition : la dette reste avant tout un problème interne, mais les engagements extérieurs amplifient son poids.

II. Avant l’AES : le coût budgétaire du Sahel

Chiffres clés : Barkhane : ~1 milliard € / an ;

Surcoûts OPEX 2020–2022 : 1,46–1,56 milliards € (Ministère des Armées, 2023; Sénat, 2023).

Depuis 2013, les opérations militaires françaises (Serval puis Barkhane) ont directement creusé le déficit public sans retour économique durable. Les entreprises françaises n’ont pas consolidé leur présence au Sahel, et le retrait militaire a favorisé les acteurs étrangers, notamment chinois et turcs.

III. Après l’AES : perte d’influence économique et géopolitique

Uranium nigérien

En 2022, le Niger fournissait 25 % des importations d’uranium de l’UE et 15–20 % de

celles de la France (Le Monde, 2023 ; Euratom, 2024). Entre 2024 et 2025, Niamey a bloqué le projet Imouraren, mis en difficulté Orano (SOMAIR) et annoncé la nationalisation de ses actifs (Reuters, 2025). Résultat : la France importe davantage à des prix plus élevés.

Diversification sahélienne

Mali : partenariats militaires avec la Russie.

Burkina Faso : accords sécuritaires et commerciaux avec Turquie et Chine.

Niger : ouverture à l'Iran pour énergie et infrastructures.

Affaiblissement symbolique

La fin de la présence militaire diminue l'image de la France comme puissance d'intervention et peut accroître la prime de risque sur ses emprunts souverains (IRSEM, 2024).

IV. Lecture stratégique : un modèle caduc

La dette française est endogène, mais le retrait du Sahel révèle une double fragilité : hier, les OPEX creusaient le déficit ; aujourd'hui, la perte de ressources stratégiques réduit les marges extérieures. Le modèle français de projection militaire "coûteuse mais compensée par l'influence économique" est désormais caduc.

Conclusion – Quel avenir pour Paris ?

La France se retrouve entre :

Une dette massive et structurelle, pesant sur le budget et le quotidien des citoyens.

Une perte d'influence au Sahel, privant Paris de relais géo-économiques et stratégiques.

Trois questions ouvertes :

La France peut-elle conserver son rang international avec une dette > 110 % du PIB ?

L'échec sahélien marque-t-il la fin d'un modèle postcolonial d'influence ?

Paris saura-t-elle inventer une nouvelle doctrine d'influence mondiale, indépendante de ses anciennes zones d'ancrage ?

L'avenir n'est pas seulement financier : il est doctrinal et civilisationnel.

À propos de l'auteur

Dr Souleymane Sacko est un géostratège sahélien, docteur en stratégie militaire et en arts et humanités. Consultant indépendant, il est fondateur du Cabinet Virtuel Axeis Consulting et d'Axeis Éditions. Ses recherches portent sur la doctrine militaire, la guerre cognitive et la stratégie internationale.

Retrouvez plus d'analyses sur :
www.drsouleymanes.com | www.axeis-consulting.org
ORCID | Google Scholar | LinkedIn
Licence : CC BY-NC-ND 4.0